

El Otro Correo
vous invite au

PRINTEMPS des PEUPLES EN LUTTE

**Mercredi 14 Avril
de 19H à 22H,
Espace Jean Dame,
17 rue Léopold Bellan
M° Sentier/Les Halles**

Les Médias et les pays de l'Alba

**Washington, Madrid, Bogota :
Les complots de la Troïka
Hernando CALVO OSPINA**

Selon des sources parfaitement crédibles à Bogota, le président Alvaro Uribe se propose de terminer son mandat en beauté en s'installant au cœur d'une campagne médiatique internationale. Il s'emploie déjà à remettre à plusieurs Commissions rogatoires internationales, en Europe et en Amérique Latine, de soi-disant « preuves » afin que l'on enquête sur des Colombiens et des ressortissants de ces mêmes pays, en raison de leurs prétendus liens avec des « groupes terroristes » c'est à dire avec les guérillas colombiennes, et ceci, dans le but de les faire extraditer. Mais ce ne serait là qu'une partie de la stratégie, car l'objectif principal est de « démontrer » que les activités politiques et de solidarité de ces personnes se font avec la complicité des gouvernements du Venezuela et de Cuba. C'est Washington qui tire les ficelles de cette stratégie, avec le soutien sans faille du gouvernement espagnol. Une nouvelle campagne massive de discrédit contre les gouvernements de Caracas et de La Havane est en cours de préparation. Nous avons déjà vu le scandale nauséabond organisé contre Cuba après la mort d'un délinquant de droit commun, travesti en « dissident politique ». Et nous voyons qu'en Espagne, on s'obstine à trouver des liens entre les FARC, l'ETA et la dite complaisance du gouvernement du président Chavez.

C'est pourquoi il ne faudra pas s'étonner si dans quelques jours ou quelques semaines, les médias commencent à publier à la une des articles sur ces connexions, en se fondant sur des informations communiquées par des sources « dignes de foi ». On peut déjà facilement imaginer leur contenu. On dira que les « preuves » proviennent des ordinateurs de Raul Reyes, le chef guérillero assassiné. Evidemment, on omettra de dire que Noël Saez en personne, rien de moins que l'ancien consul de France à Bogota et ancien agent de la Direction Générale de la Sécurité Extérieure Française, DGSE, envoyé par son gouvernement pour négocier la libération d'Ingrid Betancourt, les a qualifiées de « fausses » dans son livre L'émissaire.

Les grands médias ignoreront que le capitaine Ronald Ayden Coy Ortiz, de l'unité judiciaire antiterroriste de Colombie, la DIJIN, chargé de rédiger le rapport sur les ordinateurs, a déclaré, sous serment, qu'il n'y avait pas de courriers électroniques dans les ordinateurs en question et il a précisé : « Ce que Reyes gardait, c'étaient des archives Word et Microsoft ». Et comme chacun sait, leur contenu peut sans difficulté être manipulé ou même inventé. D'autres « preuves » ne manqueront pas de provenir des confessions de prétendus éléments démobilisés des FARC ou de l'ELN.

On ne citera pas leurs noms et à n'en pas douter, même au cours des procès, si procès il y a, on ne le fera pas. Evidemment, sous prétexte de garantir leur « sécurité ». Une telle

pratique était tout à fait courante à l'époque reculée de l'Inquisition, ou pendant les dictatures pas si anciennes que cela, ou encore lors des « procès » des prisonniers de la base étasunienne de Guantánamo. Une pratique courante aussi en Colombie. Les articles aux titres ronflants ou à la une des émissions de radio ou de télévision, raconteront aussi que les services de sécurité colombiens ont obtenu telle ou telle preuve « digne de foi », au terme d'années d'enquête « minutieuse ». Voici ce qui risque d'arriver dans quelques jours. Reste à savoir quels autres gouvernements, outre le gouvernement espagnol, seront disposés à mettre en accusation les résidents colombiens, ou leurs propres citoyens, et à les menacer d'être livrés aux redoutables autorités colombiennes. Pourvu que l'on « n'oublie » pas que ces « preuves » sont fournies par un gouvernement qui entretient – cela est prouvé de manière concrète, objective et exhaustive – des relations avec le trafic de drogue et le paramilitarisme, en plus d'être responsable de nombreux crimes de lèse-humanité, et d'être l'un des principaux acteurs des violations des droits de l'homme au monde. Espérons que les intérêts économiques et la pression de Washington ne passeront pas avant l'éthique judiciaire et la conscience humaine et politique. Et que ces manipulations ne seront pas utilisées contre la souveraineté et la dignité du Venezuela et de Cuba. Hernando Calvo Ospina Journaliste et écrivain, collaborateur de *Le Monde Diplomatique* (Traduction espagnol-français : Simone Bosveuil-Pertosa) 2 avril 2010

Qui possède les médias ?

Publié 30 mars 2010, sur le blog de Danielle Bleitrach

<http://socio13.wordpress.com/>

» La presse libre n'existe pas. Vous, chers amis, le savez bien, moi je le sais aussi. Aucun de vous n'oserait donner son avis personnel ouvertement. Nous sommes les pantins qui sautent et qui dansent quand ils tirent sur les fils. Notre savoir faire, nos capacités et notre vie même leur appartiennent. Nous sommes les outils et les laquais des puissances financières derrière nous. Nous ne sommes rien d'autre que des intellectuels prostitués « .
John Swaiton, Editeur du **New York Times**, lors de son discours d'adieu.

Cet article paru dans Agora Vox nous aide à mieux comprendre pourquoi il est diffusé tant de mensonges sur les pays qui n'acceptent pas d'être pillés, au premier rang desquels on trouve Cuba, le Venezuela et tous ceux qui souhaitent réserver les dites ressources au développement de leur peuple, mais cela nous explique aussi l'omerta qui règne sur la guerre en Afghanistan, son coût et les crimes qui s'y accomplissent en notre nom.

1. Droit à l'information

L'article 19 de la Déclaration des droits de l'homme de 1948 indique : « tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit. »

De plus, Victor Hugo, cité par Médiapart [1], a dit : « Le principe de la liberté de la presse n'est pas moins essentiel, n'est pas moins sacré que le principe du suffrage universel. Ce sont les deux côtés du même fait. Ces deux principes s'appellent et se complètent réciproquement. La liberté de la presse à côté du suffrage universel, c'est la pensée de tous éclairant le gouvernement de tous. Attenter à l'une, c'est attenter à l'autre ».

On reconnaît un régime totalitaire par le fait que les médias sont contrôlés par le pouvoir politique. Les révoltes sociales et populaires comme celle d'Oaxaca au Mexique en 2006 passent systématiquement par la prise de contrôle d'un média audio-visuel. Cela illustre à quel point la maîtrise de l'information est fondamentale pour asseoir son pouvoir, a fortiori à l'encontre ou l'insu de la population, ou pour lutter contre une éventuelle tentative de désinformation. Ne dit-on pas également que le premier perdant d'une guerre est la vérité ? Les médias sont donc essentiels à la démocratie, peut-être plus encore que les autres pouvoirs. Ils en sont également le baromètre. Et les dirigeants de grands médias sont les personnes parmi les plus puissantes qui soient.

2. Qui possède les médias ?

Les médias sont très nombreux. Bouquets de chaînes de télévision, magazines spécialisés sur tous les thèmes, stations de radio... sans oublier le labyrinthe d'Internet que nous ne développerons pas, car n'ayant pas atteint encore la puissance et la visibilité des autres supports. Le réflexe naturel serait d'imaginer derrière cette multitude de marques, de chaînes, une diversité et une pluralité souhaitables. Mais l'effet est trompeur. Derrière ce nombre

pléthorique, paradoxalement il y a peu de personnes, et même de moins en moins.

Arnaud Lagardère, ami intime de l'actuel chef d'état, qualifié de « mon frère » par ce dernier, possède* les éditions Hachette, Fayard, Grasset, Hatier, Hazan, Le Masque, Marabout, Pluriel, Stock, Le Livre de Poche, Larousse, Armand Colin, Dalloz et Dunod ; les magasins Relay, et Virgin ; les titres de presse Paris-Match, Elle magazine, le Journal du Dimanche, La Provence, Nice-Matin ; les stations radio Europe1, Europe 2, RFM ; les chaînes de télévision Canal J, MCM, Mezzo, Tiji, Match TV, la chaîne météo, CanalSatellite, Planète, Planète Future, Planète Thalassa, Canal Jimmy, Season, CinéCinéma, AlloCinéInfo et EuroChannel ; entre autres. Groupe de l'industrie aéronautique, gros client de marchés publics. Chiffre d'affaires en 2008 : 8,2 milliards d'€.

Martin Bouygues (ami intime de l'actuel chef d'état, parrain d'un de ses fils) et sa famille possèdent* les chaînes de télévision TF1, LCI, Odyssée, Eurosport, Histoire, UshuaïaTV, S Star, Cinétoile, Cinéstar, Télétoon, Infosport, Série Club, TF6, TV Breizh ; les sociétés de production de films : Téléma, Film Par Film, TF1 Film Production, les sociétés de distribution de films : TFM, la société d'édition vidéo : TF1 Vidéo, les magazines Tfou Mag, Star Academy, et pour la presse écrite quotidienne gratuite : Métro. Groupe de bâtiment et travaux publics, gros client de marchés publics. Chiffre d'affaires en 2008 : 32,7 milliards d'€.

Serge Dassault, proche de l'actuel chef d'état, et sa famille possèdent* Le Figaro, L'Express, le Figaro Magazine et Valeurs Actuelles. Sénateur, avionneur et marchand d'armes, gros client de marchés publics. Chiffre d'affaires groupe en 2007 : 21 milliards d'€ (selon wikipédia, à vérifier).

Avec ces 3 personnes nous avons listé notamment le 1er éditeur de France, le 2ème libraire de France, le 1er quotidien de France, la 1ère chaîne de télévision de France si ce n'est d'Europe. Dans ce pays, la plus grande partie des médias est donc détenue par cinq empires financiers : Bouygues, Dassault, Lagardère, Bertelsmann (groupe RTL, M6), Vivendi-Universal (canal+, SFR).

Ajoutons encore Bernard Arnault l'homme le plus riche de France, qui fut témoin de mariage de l'actuel chef de l'état et qui possède Les échos. Vincent Bolloré, proche de l'actuel chef de l'état au point de lui prêter son yacht pour les vacances, possède la chaîne de télévision Direct8, les journaux gratuits Direct Soir et Matin Plus, en plus du groupe publicitaire Havas contenant RSCG de Jacques Séguéla.

En voulant parler de concentration, on s'aperçoit que cette concentration est de surcroît, autour de l'actuel chef de l'état !

Rarement autant de pouvoir n'a été concentré entre les mains d'agents économiques aussi restreints. Car le biais du capitalisme est qu'après la phase de concurrence, vient le temps du monopole de celui qui a gagné la bataille de la concurrence, et qui rachète ses anciens adversaires, sinon s'allie avec eux, cherchant par la même occasion à interdire l'accès au marché à d'éventuels concurrents. C'est le paradoxe d'un modèle qui, sans garde-fous, tend vers la

suprématie, donc l'abus, puisque l'équilibre pluriel de départ est rompu. Depuis les années 90, ce contrôle capitaliste des médias se double d'une dynamique de concentration.

Que reste-t-il ? Le service public. Sa part de marchés reste inférieure [2]. Du point de vue déontologique, ce secteur doit s'efforcer d'être neutre. Donc il va s'interdire les méthodes très commerciales de ses concurrents cités plus haut, ou au pire les emprunter dans une certaine mesure, ce qui ne lui fera pas rattraper son écart d'audience. De plus une nouvelle organisation l'a mis sous la coupe directe du chef de l'état en gage de la suppression de la publicité.

Sondages

Si par définition, le média est le moyen de communication et de diffusion d'informations, alors sans aucun doute le sondage est devenu un média. Pourquoi les sondages sont-ils si importants ? Parce qu'ils servent d'auxiliaires très puissants à l'homme politique. Et soyons clair, derrière les circonvolutions du discours bienfaisant et rassembleur, le fond du propos de l'homme politique est beaucoup plus net et agressif : si vous contestez la mesure, nous avons la preuve – que vous ne pouvez vérifier – que vous êtes minoritaires.

Qui possède les instituts ?

CSA est possédé par Vincent Bolloré, cité plus haut.

IFOP est dirigé par Laurence Parisot, par-ailleurs présidente du Medef, organisation dont le frère de NS** fut vice-président jusqu'à fin août 2006, et invitée à la petite fête de la victoire de mai 2007 au Fouquet's.

IPSOS a pour administrateur notamment Nicolas Bazire, conseiller personnel de Nicolas Sarkozy et témoin de son dernier mariage. Pierre Giacometti, directeur général d'Ipsos France, lui aussi invité du Fouquet's.

Opinionway, a été fondé par Hugues de Cazenave. Voir cet article de politique.net [3] pour la mise en évidence de proximité politique.

Ne manquons pas d'impartialité en étant partiels, existent aussi la SOFRES qui a pour actionnaire les fonds d'investissement américain Fidelity ; LH2 (ex-Louis Harris) qui a été vendu par TNS à deux de ses dirigeants et BVA qui a pour actionnaires les fonds d'investissement Rothschild.

Sans préjuger d'une orientation politique systématique, on peut bien imaginer que, même s'il s'agit d'une minorité de sujets, les plus sensibles seront traités d'une certaine façon ... ou pas du tout. Quant aux questions qui orientent les réponses c'est tellement évident, que certaines études sont tout simplement honteuses. Et les journalistes des médias de masse n'apporteront pas la précision sur les propriétaires des instituts et leurs autres activités. Ce manque de professionnalisme confine à la désinformation.

L'information libre étant consubstantielle (i.e. inséparable) à la démocratie, il est incroyable qu'une telle force, les

médias, soit autorisée légalement à une telle consanguinité avec les pouvoirs économiques et politiques. Une démocratie qui laisse cela se mettre en place ne fonctionne pas correctement dans le sens constitutionnel d'un gouvernement par tou(te)s pour tou(te)s.

3. Problème de la concentration (réunion de toute l'autorité dans les mains d'un seul)

Il ne s'agit pas de stigmatiser telle ou telle entreprise qui n'a sans doute pas prospéré sans talent. Mais plutôt de montrer en quoi la situation ne convient pas.

Aucun des établissements financiers qui possèdent les médias n'a ce métier comme activité unique. Et à l'exception de Bertelsmann, le journalisme n'est pas le but premier de ces sociétés. Il s'agit même de groupes qui ont comme particularité d'avoir pour client l'état : le bâtiment, les travaux publics et les activités d'armement. Pour le dire de façon peu diplomatique, ils doivent leur pouvoir et richesses aux commandes que leur passent les politiciens avec l'argent public. Cela pose des problèmes politiques sérieux.

Ces groupes qui contrôlent la télévision ont la capacité d'utiliser le pouvoir conféré par cet outil puissant au bénéfice de leurs autres activités. Cela ne se fait pas forcément ouvertement. Mais par exemple on ne sera pas informé sur les activités en Afrique des grands groupes français, Bolloré notamment.

De plus on constate une dépendance du pouvoir politique vis-à-vis du pouvoir médiatique. Si le groupe a besoin de l'état, il a les moyens pour lui apporter tout le soutien nécessaire. Par renvoi d'ascenseur, il pourra être servi par des commandes, qui à ces échelles sont très importantes.

Malheureusement on a l'impression de répondre à la question : pourquoi ces entreprises championnes du capitalisme ont investi dans le secteur chroniquement déficitaire de la presse à l'aube du XXIème siècle ?

De surcroît ce secteur se voit maintenant financé par l'état (et donc par les citoyens) via un plan de 600 millions d'euros distribués sur 3 ans [4] à l'initiative de NS. Ne s'agit-il pas avant tout d'un cadeau à ceux qui l'ont « fait » ? Ou le genre d'opération séduction / siphonnage qu'il maîtrise ? S'il existe bien des journaux dits d'opposition tels le Nouvel Observateur ou Libération, avec sa technique d'ouverture, NS est capable de les dompter par cette aide. Qui ne serait pas séduit et donc... influencé dans son travail ? C.f. ce très bon article de Médiapart [1]. NS a bien compris l'importance de ce IVème pouvoir et continue à y étendre son emprise déjà quasi-hégémonique. Hégémonie ou consanguinité dont il tente de faire croire à l'inexistence en toute occasion.

À titre personnel je suis frappé de constater que nombre de personnes pensent que le chef de l'état est légitime dès lors qu'il est élu. Mais si, avant l'élection, celui-ci possède les chaînes de télévisions comme en Italie ou a pour amis proches les propriétaires de celles-ci comme en France (amitié expliquée ou doublée d'une convergence d'intérêts), comment peut-on croire sérieusement que cela ne pèse pas sur l'issue du scrutin, et ce de manière illégitime, hors de l'esprit démocratique ? On peut sans

conteste dire que NS a été « fait » par et pour les possesseurs de groupes de diffusion.

Comment les médias servent la politique

Le principe est de ne pas faire réfléchir les gens, de les éloigner de ce qui les concerne. On est en plein dans l'application de ce propos de Paul Valéry « La politique est l'art d'empêcher les gens de se mêler de ce qui les regarde. ».

D'où l'information mièvre, vidée de sa substance, l'écran de fumée de l'actualité mondaine, l'opinion saturée avec du bruit médiatique sur des sujets mineurs. Sans oublier le maniement de l'épouvantail de la peur avec les affaires de droit commun qui semblent sorties de la presse de caniveau. « Attention, danger ! Les pédophiles sont partout, à côté de chez vous. » Ce qui est recherché, c'est le consentement au système économique en vigueur : le libéralisme mondialisé. Les multinationales, qui ont le pouvoir réel, contrôlent les médias qui œuvrent à créer les « illusions nécessaires » préalables à ce consentement. In fine le travail des médias consiste à borner le champ de réflexion politique.

Quant à la presse gratuite, la partialité est invisible derrière des dépêches aseptisées. Et le lecteur ne va pas se plaindre d'un journal qu'il n'a pas payé – directement pour le moins. Lire par exemple cet article sur ce sujet particulier. [5]

Le plus grave ce n'est pas ce fait, logique, que nos grands médias deviennent de plus en plus acteurs de la société du spectacle. Mais c'est qu'en tant qu'outils politiques fondamentaux, ils soient en train de renoncer à leur tâche d'élaboration d'un espace public de discussion et de réflexion, pour ne plus exercer qu'une fonction de propagande.

Conclusion

Bien sûr il y a des personnes qui remettent en cause l'information reçue, qui savent à quoi s'en tenir, qui ne sont pas consommatrices passives de prêt-à-penser très orienté. Mais ces personnes-là sont en nombre réduit face à l'énorme part de la population qui se préoccupe moins de ces sujets.

La question des médias est donc une question très sérieuse, qui concerne tous ceux qui refusent que les marchés pensent à leur place. Ne nous taisons pas face à la "majorité silencieuse" et tonitruante des "télé-réalités", sachons voir que souvent le « divertissement se ment ». L'information est un bien commun. Communiquer librement, un droit. Les groupes multimédias enterrent ce droit. Aujourd'hui, en France, on peut dire que le pluralisme politique dans les médias est gravement mis en cause, que les issues d'élections sont biaisées et sans doute pire encore, la réflexion personnelle qui permet l'engagement citoyen combattue.

Au vu de cela, on comprendra que le pouvoir politique actuel soit gêné par l'Internet libre. Les campagnes de dénigrement de ce nouveau média ainsi que les lois visant à contenir son impact sont en cela très inquiétantes. Et la suppression de vidéos mettant en cause la caste au pouvoir se pratique déjà. Les vidéos sur Jean S. et l'EPAD ont été supprimées de Youtube soi-disant pour propriété intellectuelle. La prise de participation de l'état dans le portail vidéo Dailymotion [6], en toute discrétion, va faciliter encore ce contrôle. Et c'est là que la déjà forte concentration se poursuit, en commençant par le contrôle d'un générateur de « buzz ».

Auteur : Mychkine Pour : Sentinelles de la République

<http://www.sentinelles-de-la-republique.com/la-concentration-des-medias-nest-pas-democratique/>

Publié sur le blog de Danielle Bleitrach, <http://socio13.wordpress.com/> 27 mars 2010.

La grande marche au HONDURAS

La grande marche contre la mort du peuple organisé, contre la privatisation de l'Université du peuple et la criminalisation de la protestation populaire dans le pays centre américain ont été les thèmes principaux de la marche qui a regroupé à Tegucigalpa des dizaines de milliers de personnes ce jeudi.

Au milieu de cette manifestation et des marches, nous est arrivée la nouvelle que les autorités judiciaires du Tribunal de Tegucigalpa avaient pris la décision d'arrêter 18 dirigeants syndicaux du syndicat combatif et d'avant garde de l'Université Nationale Autonome du Honduras, UNAH, accusé de « sédition », qui est l'équivalent d'une guerre civile nationale en conflit armé. Et dans les douze interviews, qui l'on peut voir dans un vidéo dans YouTube, une inquiétude est partagée par les Honduriens entrés en Résistance;

Comment éviter les séquelles néfastes de la décennie-80 ?

« Nous vivons de nouveau dans les angoisses et la guerre contre le peuple de la décennie-80 quand l'homme qui avait la haute main sur le pays était l'ambassadeur américain John Negroponte qui dirigeait les FF.AA. et les escadrons de la mort, alors disparaissaient et enterrés des centaines de combattants sociaux ». Alors la question clef pour la direction du Front National de la Résistance Populaire est :

Comment éviter que les séquelles néfastes de la décennie-80 se répètent à nouveau ? Par quels moyens et formes de lutte nous permettrons d'éviter que le peuple soit une autre fois sacrifié et au contraire, passe à l'offensive pour que soit respectée la Constitution populaire ?

La détention de 18 dirigeants de SINTRAUNAH fait partie d'un jeu supérieur, considèrent presque tous ceux avec lesquels nous nous sommes entretenus. Et tout à coup, au milieu des participants à la marche de protestation il a été question de Julieta Castellano, présidente de l'université de l'UNAH.

Le pouvoir judiciaire acquitte des généraux et des combattants populaires sont arrêtés

Castellano a fait un procès au syndicat de l'université, SITRAUNAH, trois fois et elle a perdu dans les trois cas. Mais une situation spéciale existe maintenant puisque les acteurs du coup d'État militaire le 28 juin 2009, aujourd'hui acquittent l'Assemblée de Commandants des Forces Armées que, contraire ce qui dit la constitution, ils ont renversé le président constitutionnel et l'ont expulsé du pays qui l'a vu naître, une violation flagrante de la même carta magna que le général Romeo Vázquez et les magistrats de la Cour Suprême de Justice avaient dit défendre jusqu'aux ultimes conséquences.

Mais dans la matinée du 25 mars 2010, la présidente de l'université de l'UNAH a obtenu que le Tribunal de Tegucigalpa décidât d'arrêter 18 dirigeants du syndicat d'enseignants et des travailleurs de la SITRAUNAH, ils ont été accusés de « sédition », accusation qui peut être portée contre n'importe quelle personne ou une organisation populaire au Honduras d'aujourd'hui, disent les leaders syndicaux. Ils préviennent que maintenant le Honduras est proche de la dictature civile - militaire de 2009 et consolide la structure dictatoriale d'un régime qui a été choisi le 29 novembre 2009 sous l'ombre des baïonnettes, des élections qui n'ont été reconnues par aucun gouvernement au monde, mais grâce aux intrigues de la Maison Blanche et surtout celles de la secrétairerie d'état, Hillary Clinton, ils ont réussi à obtenir une reconnaissance limitée du régime de Porfirio Lobo.

« ICI NOUS ALLONS MOURIR »!

La marche n'a pas été stoppée par la nouvelle des arrestations mais elle a seulement changé de direction et elle s'est dirigée vers le Tribunal dans le quartier populaire de Tegucigalpa.

« ICI NOUS ALLONS MOURIR »! les manifestants réclament devant un mur de commandos les Cobras de la police. « LIBÉREZ LES PRISONNIERS POLITIQUES »! les gens s'exclament, indignés et avec rage devant la décision de l'état hondurien.

Et là nous avons vu « CARRO-REPRE », que selon Radio Globo a coûté au pauvre peuple du Honduras 12 des millions de dollars. En attendant alors que les hôpitaux, les écoles manquent de TOUT, les Forces Armées et la Police Nationale ont été réarmées avec de nouveaux fusils FAL, des uniformes et bottes seulement comparables à ceux de la décennie-80.
« L'Ambassadeur de la mort »

Le nouvel ambassadeur américain est arrivé à cette époque; John Negroponte, aussi baptisé par le Peuple Hondurien « Ambassadeur de la Mort ». Le 1981 le budget des FF.MM. était 3,7 millions de dollars mais quand Negroponte est revenu aux États-Unis en 1985 le budget avait augmenté à 77 millions de dollars. Il y a comme un vent de Negroponte qui souffle aujourd'hui au Honduras.

« nous n'allons pas permettre qu'ils les enferment en prison! » disait la multitude de la Marche du Front National de la Résistance, ils ont clôturé à la sortie derrière le Tribunal pour empêcher que les policiers les conduisent en prison, comme les y avait condamné le Tribunal dans la matinée du 25 mars.

Et tandis que l'impunité et le silence officiel règne sur plus de 200 meurtres de paysans, de syndicalistes, des étudiants, des femmes, des compagnons du LGTB, d'actifs maîtres d'école dans le Front National de la Résistance Populaire, l'état judiciaire fonce avec tout son appareil répressif et ordonne un emprisonnement massif de 18 leaders de SITRAUNAH. Pour deux des 18 la prison a été changée à cause de leur âge.

Les prisons du Honduras commencent à se remplir de prisonniers politiques comme dans la décade des années 80. Ils ont tué José Manuel Flores, maître et martyr du peuple hondurien pour toujours.